

# DA04 - DOSSIER D'ACCRÉDITATION DE L'OFFRE DE FORMATION DU 1<sup>ER</sup> ET DU 2<sup>E</sup> CYCLE DE L'ÉTABLISSEMENT : FICHE PROJET D'UNE FORMATION DU 1<sup>ER</sup> ET DU 2<sup>E</sup> CYCLE EN VUE DE L'ACCRÉDITATION

**CAMPAGNE D'ÉVALUATION 2022-2023**

VAGUE C

Établissement demandant l'accréditation : Université de Reims Champagne-Ardenne

Licence professionnelle Métiers des administrations et collectivités territoriales	
<b>Caractérisation de la formation</b>	
<b>Intitulé de la formation</b>	Métiers des administrations et collectivités territoriales (nomenclature nationale)
<b>Type de cursus</b>	Licence professionnelle
<b>Parcours</b>	
<b>Lieu(x) de la formation</b>	Campus des Comtes de Champagne (Troyes)
<b>Évolution de la formation</b>	<p>(1) <del>Renouvellement à l'identique</del></p> <p>(2) <del>Renouvellement avec restructuration légère : notamment, changement d'intitulés de parcours (ou mentions pour les formations du domaine de la culture), changement de contenus de formation</del></p> <p>(3) <del>Renouvellement avec restructuration importante : notamment, modification du nombre et de l'organisation des parcours (ou mentions pour les formations du domaine de la culture)</del></p> <p>(4) <del>Création issue d'une restructuration</del></p> <p><b>(5) Création ex-nihilo</b></p>
<b>Réponse aux recommandations du Hcéres dans l'évaluation du bilan de la formation</b>	

Sans objet.

## Évolution du projet de la formation

### **1. Inscription de la formation dans les ambitions, les orientations pédagogiques et les priorités de l'établissement :**

a. De manière générale, l'offre de formation à l'URCA doit notamment permettre la professionnalisation en premier cycle (objet d'une LP). Cette offre de formation doit répondre à plusieurs objectifs affichés par l'établissement dont :

- les liens avec l'environnement (ancrage avec la recherche, articulation avec le monde socio-économique et intégration des enjeux sociétaux) ;
- l'autonomie des étudiants dans l'acte d'apprentissage et support des outils numériques.

Sur ces trois aspects (professionnalisation, liens avec l'environnement et autonomie des étudiants), le projet de LP est en totale cohérence avec la politique de l'établissement (voir 3, 4, 6 et 7).

b. L'architecture globale de nos formations doit être claire et lisible et elle doit s'appuyer à ce titre sur une nomenclature nationale (ce qui est le cas pour la LP).

c. L'offre de formation doit être particulièrement attentive à la continuité licence-licence professionnelle. Notre projet vise à permettre à nos étudiants de L2 de Reims et de Troyes de disposer d'une offre de formation professionnalisante accessible à l'issue de leur L2 en droit privé (deux LP sont existantes : LP Métiers du notariat à Reims et LP Activités juridiques : métiers du droit social à Troyes) et pour l'avenir, la présente demande de création en droit public. La formation envisagée est une formation en une année (semestres 5 et 6). Elle conduit à la délivrance de 60 crédits ECTS.

Les étudiants de BUT ont vocation à intégrer la LP s'ils envisagent une insertion dans la fonction publique territoriale (en ayant validé leur 2<sup>ème</sup> année de BUT ou après leur 3<sup>ème</sup> année dans un but de professionnalisation de leur formation). Précisons qu'il existe un BUT Carrières juridiques à Troyes.

La question de la continuité avec le master se pose à la marge pour une licence professionnelle (avec un taux d'insertion professionnelle qui doit dépasser 50 %). Cependant, en termes de cohérence, il convient de préciser que l'URCA délivre un master Droit des collectivités territoriales (Reims) et que des étudiants particulièrement brillants souhaitant poursuivre en master pourraient poursuivre leur formation au sein de ce master. Certains intervenants du master interviendront en LP (ce qui est le cas des deux enseignants-chercheurs porteurs du projet).

d. Le développement de la formation professionnelle est un objectif central de l'établissement. À ce titre, la LP sera ouverte à l'alternance et à la validation des acquis de l'expérience (VAE). Par ailleurs, les étudiants en formation initiale réaliseront un stage long de 16 semaines.

### **2. Cohérence et complémentarité de la formation avec les formations voisines au sein d'un cycle et entre les cycles, continuum de formation :**

Comme cela a été indiqué, les étudiants de L2 Droit de Reims et de Troyes (ou d'autres universités puisque dans la région Grand Est, il n'existe qu'une LP MACT à Strasbourg) pourront accéder à une formation professionnalisante publiciste au sein de la LP.

Il en est de même des étudiants de L3 Droit et de 3<sup>ème</sup> année de BUT qui ne souhaiteraient pas candidater en master ou dont la candidature n'aurait pas été retenue en master.

En termes de complémentarité, la création de la LP MACT permet d'accéder à une offre publiciste aux côtés de l'offre privatiste déjà proposée par la LP Métiers du droit social de Troyes.

### **3. Adossement de la formation à la recherche :**

Les enseignants-chercheurs qui interviendront dans la formation appartiennent au centre de recherche droit et territoires (CRDT, EA 3312), anciennement centre de recherche sur la décentralisation territoriale. Leurs travaux académiques portent notamment sur l'administration décentralisée, sur l'administration territoriale de l'État et sur la fonction publique territoriale.

**4. Prise en compte des besoins socio-économiques du territoire dans l'identification des débouchés, des finalités et des contenus de la formation : partenaires socioprofessionnels, modalités de la préparation à l'insertion professionnelle :**

Un partenariat étroit sera entretenu avec les quatre centres de gestion de la fonction publique territoriale de l'ex-région Champagne-Ardenne (CDG des Ardennes, de l'Aube, de la Marne et de la Haute-Marne).

Le projet de licence professionnelle rejoint leur double objectif de pourvoir au remplacement d'une génération importante de secrétaires de mairie faisant actuellement valoir leurs droits à la retraite et de contribuer à la montée en compétences des agents exerçant ces fonctions (voir sur ce point les travaux des assises nationales du syndicat national des directeurs généraux des collectivités territoriales à Bordeaux du 13 au 15 octobre 2022). Indiquons que pour la première fois de manière aussi nette, les secrétaires de mairie (appellation qui va évoluer) ont été identifiés comme des « cadres dirigeants ».

Les directeurs des quatre centres de gestion ont été associés dès la phase d'élaboration de la maquette du diplôme et l'équipe pédagogique comprendra de nombreux intervenants professionnels issus des CDG ou de leurs collectivités affiliées (ou de partenaires).

Outre le recours à l'alternance, au stage long, à la VAE, l'objectif de professionnalisation sera également au cœur du projet tutoré qui pourra prendre la forme originale d'un « travail pratique d'intérêt territorial » (commande passée par une collectivité territoriale ou un établissement public compatible avec la formation – ex. élaboration d'un outil de communication qui pourrait ensuite faire l'objet d'une diffusion aux services ou entre collectivités et le cas échéant faire l'objet d'une présentation devant une assemblée délibérante).

**5. Organisation pédagogique des formations : démarche d'alignement pédagogique, mise en œuvre de l'approche par compétences linguistiques et numériques visés :**

La formation comprendra un enseignement d'anglais professionnel pour chaque semestre (2 x 15 h). En ce qui concerne les compétences numériques, nous proposons de mettre en œuvre une formation à la pratique des logiciels de base au premier semestre et une formation sur les enjeux de la dématérialisation, de la sécurisation et de la protection des données au second semestre (en lien avec la mission de délégué à la protection des données assurée par les centres de gestion). Au titre des conférences thématiques, une intervention autour de la procédure Actes (contrôle de légalité) sera organisée.

Les étudiants disposent, grâce au bureau virtuel de l'URCA, d'un accès à de nombreuses ressources numériques. Le travail pratique d'intérêt territorial doit également leur permettre de mettre en application les compétences numériques acquises.

**6. Flux attendus :**

Nous envisageons d'accueillir en formation un effectif de 15 étudiants (dispositif de validation des acquis de l'expérience inclus).

**7. Débouchés attendus en matière d'insertion professionnelle et de poursuites d'études :**

Sur le plan de l'insertion professionnelle, le partenariat étroit entretenu avec les quatre centres de gestion de la fonction publique territoriale doit permettre de faciliter l'insertion professionnelle de nos étudiants (y compris par la voie contractuelle largement ouverte dans les communes de moins de 1 000 habitants et les intercommunalités de moins de 15 000 habitants).

En termes de poursuite d'études, même s'il ne s'agit pas de l'objet premier d'une licence professionnelle, l'existence de plusieurs masters publicistes à Troyes et à Reims (dont un master Droit des collectivités territoriales pourrait permettre une poursuite d'études pour des étudiants brillants souhaitant compléter leur formation).

**8. Composition de l'équipe pédagogique (taille, statuts) :**

Conformément aux règles qui gouvernent la composition des équipes pédagogiques en licence professionnelle, l'équipe pédagogique sera composée d'au moins 25 % d'enseignants-chercheurs ou d'enseignants.

Deux enseignants-chercheurs en droit public assureront la co-responsabilité du diplôme et interviendront dans le diplôme (institutions territoriales, état territorial, droit de la fonction publique territoriale).

Un enseignant-chercheur en histoire du droit assurera un enseignement d'histoire de l'administration locale.

D'autres enseignants-chercheurs membres du centre de recherche droit et territoires seront associés (ex. commande publique ou urbanisme).

Les enseignements pratiques de la formation seront assurés par des praticiens de la fonction publique territoriale ou des services de l'État (pratique budgétaire, pratique des marchés publics, rédaction administrative, gestion des ressources humaines, pratique du droit des sols, pratique des élections locales, environnement numérique – dématérialisation, sécurisation, RGPD).

Les enseignements d'anglais et de maniement des logiciels de base seront assurés par des enseignants du Campus des comtes de champagne (PRAG).

Les conférences de professionnalisation permettront de faire intervenir des praticiens de tous horizons sur des thématiques ciblées (ex. état civil, déontologie, transition écologique, dialogue social, instances de la fonction publique territoriale, etc.).

Le partenariat (conventionnement) entretenu avec les quatre centres de gestion de la fonction publique territoriale nous permettra d'identifier des intervenants professionnels en leur sein (ex. gestion des ressources humaines, délégués à la protection des données, déontologue, etc.) ou au sein de leurs réseaux (contrôle de légalité et procédure Actes, état civil, pratique des marchés publics, pratique du droit des sols, etc.). Le périmètre de compétence de ces centres permettra de sécuriser et de diversifier les recrutements d'intervenants professionnels.

L'équipe pédagogique pourrait ainsi être constituée de la manière suivante :

- 4 maîtres de conférences,
- 2 enseignants statutaires (PRAG),
- 10 praticiens de la fonction publique chargés d'un enseignement dans le diplôme,
- de praticiens sollicités au titre des conférences thématiques et de professionnalisation (2 x 15 heures).